

Réponse d'Altice France / SFR

Observations sur les projets de décision et de recommandation envisagés par l'ARCEP, précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique

Consultation publique de l'ARCEP du 7 juillet au 14 septembre 2020

Remarque préliminaire : les observations de Altice France / SFR sont présentées en suivant le déroulé et en indiquant le paragraphe et la page concernés du projet de décision ou de recommandation de l'ARCEP et non en fonction du degré d'importance de ces observations.

Par commodité, Altice France / SFR sera dénommé « SFR » dans la suite du document.

A titre liminaire, SFR réfute la légalité du projet de décision de régulation symétrique envisagé par l'ARCEP car, en l'espèce, le régulateur national ne dispose pas de la compétence qu'il s'arroge.

Les pouvoirs de l'ARCEP aux termes de l'article L. 34-8 du CPCE lui permettent d'imposer des obligations symétriques dans des circonstances exceptionnelles qui ne correspondent pas à la situation actuelle, ni aux motifs du projet de décision.

La justification du recours à l'article L. 34-8 du CPCE, transposant l'article 5(1) de la directive Accès ou l'article 61(2) du CCEE, pour imposer de nouvelles obligations symétriques doit être liée à un problème de connectivité de bout en bout ou d'interopérabilité¹. Or aucune difficulté majeure d'accès ou d'interconnexion n'a été constatée, ni mise en avant par l'ARCEP pour justifier la nécessité de compléter le dispositif réglementaire en vigueur.

¹ Cf. Observation de la Commission européenne du 10 avril 2007 sur le projet portant sur les obligations imposées aux opérateurs qui contrôlent l'accès à l'utilisateur final pour l'acheminement des communications à destination des services à valeur ajoutée : La Commission estime que l'article 5(1) de la directive « Accès » doit être interprété avec prudence. Il convient de tenir compte du principe général du cadre réglementaire commun pour les communications électroniques selon lequel une réglementation ne doit être imposée qu'en cas de nécessité et doit être, dans tous les cas, proportionnelle à la défaillance du marché identifié.

La Commission souligne que certains arguments avancés par l'ARCEP afin de justifier les mesures proposées, à savoir le fait que des paliers de prix appropriés ne sont pas toujours disponibles ou que les prestataires de SVA ne peuvent pas établir une distinction entre les taux de reversement en fonction des services offerts, ne sont pas liés à la connectivité de bout en bout et par conséquent ne justifient pas en eux-mêmes l'application de l'article 5(1) de la directive « Accès ».

Dans ses observations en date du 5 novembre 2009 sur le dispositif de régulation symétrique prévu par l'ARCEP², en application des dispositions de l'article L. 34-8 du CPCE, la Commission européenne rappelle que « *les ARN doivent recourir à cette base juridique (i.e. article 5 de la directive Accès) avec prudence et dans des circonstances exceptionnelles, par exemple s'agissant d'imposer des obligations en matière d'accès ou d'interconnexion à tous les acteurs du marché, afin de se conformer au droit communautaire. Les ARN doivent tenir compte des strictes conditions d'application de cette disposition à savoir (i) que l'accès et l'interconnexion ainsi que l'interopérabilité des services doivent être assurés uniquement si nécessaire, (ii) que les ARN exercent leur responsabilité de façon à promouvoir une concurrence efficace, durable et visant à procurer un avantage maximal à l'utilisateur final, et (iii) que les conditions imposées soient objectives, transparentes, proportionnées et non discriminatoires.*

[...] Toutefois, la Commission invite l'ARCEP à suivre de près l'évolution de l'investissement dans les réseaux NGA et de la concurrence en France, notamment dans les zones très denses du territoire français, de façon à déterminer si le schéma de régulation symétrique proposé reste suffisant, justifié et proportionné pour atteindre les objectifs fixés à l'article 8 de la directive « cadre » et ne prolonge pas inutilement l'imposition de la mesure proposée de régulation ex ante. »

Ainsi, la Commission a explicitement alerté l'ARCEP sur le caractère exceptionnel que doit revêtir tout dispositif instaurant des obligations aux opérateurs sur la base de l'article 5 de la directive Accès.

D'ailleurs, dans son projet de décision symétrique, l'ARCEP ne se prévaut pas de l'article L. 34-8 du CPCE (ni de l'article 5(1) de la directive Accès ou de l'article 61(2) du CCEE) pour justifier les nouvelles obligations qu'elle prévoit d'imposer.

Les pouvoirs de l'ARCEP, aux termes des articles L. 36-6 et L. 34-8-3 du CPCE, consistent à *préciser* les règles relatives aux modalités d'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique. L'ARCEP ne dispose pas de la compétence pour élaborer et édicter de nouvelles règles en la matière.

Dans son projet de décision symétrique, l'ARCEP se prévaut des articles L. 36-6 et L. 34-8-3 du CPCE, transposant l'article 12 de la directive Cadre ou l'article 61(3) du CCEE, pour justifier les obligations qu'elle prévoit d'imposer aux opérateurs. Or, les articles L. 36-6 et L. 34-8-3 du CPCE ne donnent pas compétence à l'ARCEP pour fixer de nouvelles obligations **mais uniquement pour préciser des obligations existantes**³.

² Projet de décision ayant donné lieu à la décision n° 2009-1106 de l'ARCEP date du 22 décembre 2009.

³ L'arrêt du Conseil d'Etat du 14 avril 1999, statuant sur une requête de France Télécom demandant l'annulation du décret du 3 mars 1997 relatif à l'interconnexion confirme que l'ARCEP ne peut que préciser les règles sur les modalités de l'accès au FttH, comme le prévoient les articles L.36-6 et L.34-8-3 du CPCE, mais pas édicter des règles ou fixer des principes généraux en la matière. En effet, cet arrêt n'a pas censuré les articles D.99-15 et D.99-16 du CPCE car :

- en l'absence d'habilitation expresse, le Premier ministre était compétent pour introduire des dispositions réglementaires figurant aux articles D.99-15 et D.99-16 qui fixent certains principes généraux en matière d'interconnexion et énumèrent les services et éléments que l'offre d'interconnexion doit inclure ;
- en édictant ces dispositions, le Premier ministre n'a pas méconnu la compétence de l'ARCEP qui, aux termes de l'article L.36-6 du CPCE, n'est chargée de préciser les règles concernant les prescriptions applicables aux conditions techniques et financières d'interconnexion que dans le respect des dispositions du CPCE.

Pourtant, dans son projet de décision symétrique, l'ARCEP prévoit manifestement d'imposer aux opérateurs des obligations inédites et ne se contente pas de préciser certaines obligations existantes.

Alors que l'ARCEP prétend que les obligations de sa future décision symétrique viennent préciser les modalités de l'obligation prévue à l'article L. 34-8-3 du CPCE, le contenu de son projet de décision montre au contraire que, pour l'essentiel, celui-ci vise à introduire une batterie de nouvelles dispositions et d'obligations qu'elle entend imposer aux opérateurs à court terme.

Ainsi, en souhaitant *édicter* de nouvelles obligations symétriques sur le fondement des articles L. 34-8-3 et L. 36-6 du CPCE, l'ARCEP a outrepassé ses compétences.

En outre, comme précisé ci-dessus, pour imposer de nouvelles obligations symétriques, l'ARCEP doit se fonder sur l'article L. 34-8 du CPCE : ces nouvelles obligations ne devant être adoptées que dans des cas exceptionnels liés à des problèmes de connectivité de bout en bout ou d'interopérabilité. Or, cette condition préalable n'est pas remplie et encore moins démontrée par l'ARCEP dans son projet en consultation.

De surcroît, les nouvelles contraintes et obligations prévues par l'ARCEP sont multiples et auraient un impact extrêmement important sur certains outils et processus, notamment sur le plan informatique, ce qui **va bien au-delà des « mesures raisonnables et proportionnées » permettant d'atteindre les objectifs de l'article L. 32-1 du CPCE.**

Par conséquent, l'ARCEP ne dispose en réalité d'aucune habilitation législative pour adopter de telles dispositions.

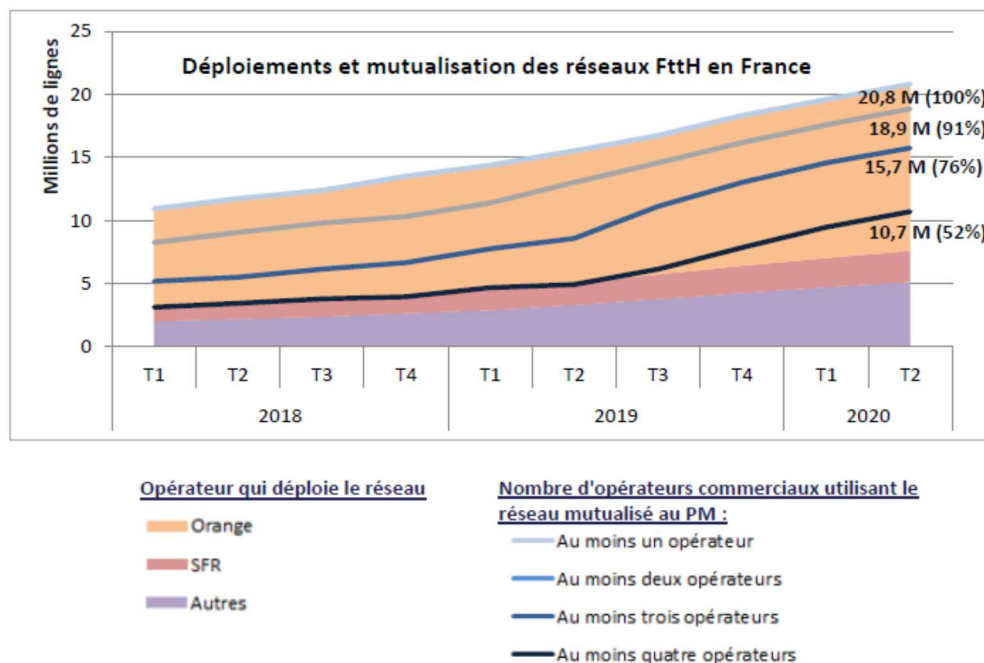
En outre, SFR considère que l'adoption d'une telle décision à ce stade serait imprudente et contreproductive, voire critique pour la filière.

C'est en effet à un moment de production intense et d'accélération de la mutualisation des réseaux FttH que l'ARCEP entend soudainement bouleverser le cadre en vigueur et introduire des obligations supplémentaires qui, pour l'essentiel, étaient imprévisibles en 2018 lors des engagements pris par SFR en matière de déploiement et d'investissement sur fonds propres.

A cet égard, comme en témoigne l'Observatoire des services du haut et très haut débit publié par l'ARCEP le 8 septembre 2020 (situation au 2^e trimestre 2020), force est de constater que *« Au 30 juin 2020, 20,8 millions de locaux étaient éligibles aux offres FttH, soit une hausse de 33 % en un an »*.

L'ARCEP souligne d'ailleurs elle-même dans son communiqué, accompagnant cette publication, que *« Le rythme des déploiements sera critique sur les prochains trimestres et l'Arcep continuera d'être attentive aux efforts des opérateurs pour atteindre leurs objectifs »*.

De plus, cet Observatoire confirme que le taux de mutualisation des réseaux FTTH sur le plan national progresse fortement :



Un tel projet de réglementation est donc inopportun, car une modification substantielle du cadre réglementaire avant janvier 2023 risque de bouleverser le plan d'affaires des opérateurs FttH, et par voie de conséquence, pourrait contrarier les efforts de production engagés, notamment, sur le périmètre des zones moins denses (ou « ZMD ») d'initiative privée.

Par ailleurs, rien ne justifie véritablement de compléter le cadre réglementaire symétrique déjà renforcé en 2015 par la décision ARCEP n° 2015-0776, cette dernière ayant d'ores et déjà précisé les processus de mutualisation et favorisé l'interopérabilité entre les opérateurs.

Pour l'ensemble de ces raisons, SFR estime que l'ARCEP devrait impérativement différer son analyse d'au moins deux (2) années.

Enfin, et de manière générale, les délais proposés par l'ARCEP dans son projet de décision de régulation symétrique sont pleinement irréalistes et seront intenable ; ils ne prennent absolument aucun compte des contraintes des opérateurs d'infrastructures, notamment eu égard aux développements opérationnels, informatiques et techniques.

Sans préjudice de ce qui précède, et nonobstant ces fortes réserves formulées par SFR concernant l'adoption d'une décision supplémentaire de régulation symétrique, la suite de la présente contribution apportera d'autres remarques, dans l'ordre des thématiques qui structurent le document en consultation publique.

Comme indiqué en remarque préliminaire : les observations de SFR sont présentées ci-après en suivant le déroulé et en indiquant le paragraphe et la page concernés du projet de décision ou de recommandation de l'ARCEP et non en fonction du degré d'importance de ces observations.

2. Disponibilité de la fibre dans les ZMD (p. 11)

2.1. Précision concernant le raccordement des logements et locaux dits « raccordables sur demande » (p. 11)

2.1.1. Délai maximal de six mois pour le raccordement des logements ou locaux raccordables sur demande (p. 11)

Ce délai n'appelle pas de commentaires particuliers de SFR.

2.1.2. Encadrement des cas exceptionnels de report de l'installation d'un PBO d'un local raccordable sur demande jusqu'au paiement d'un tarif spécifique (p. 13)

Ce sujet pose question et mérite d'être clarifié par l'ARCEP :

- En termes de périmètre, l'ARCEP écarte d'emblée les zones AMII mais qu'en est-il des AMEL ?
- A quoi correspond le « seuil de coût » que l'ARCEP évalue à hauteur de 5000 euros ?
- Que recouvre la notion de réintégration des locaux concernés dans une tarification standard ?

La possibilité évoquée dans ce paragraphe devrait être présentée par l'ARCEP de façon plus explicite, afin d'éviter des interprétations hétérogènes dans la pratique.

2.2. Raccordement des immeubles et lotissements neufs, additionnels ou écartés (p. 14)

Ce chapitre concerne la ZMD dès lors que, pour une zone donnée, le délai raisonnable de complétude prévu par l'article 3 de la décision n°2010-1312 de l'ARCEP a été atteint.

SFR considère au contraire que ceci devrait s'appliquer à la fois :

- à la phase de déploiement ;
- et à la phase de gestion au long cours de la BLOM, c'est-à-dire au-delà des cinq premières années d'installation et de mise à disposition du PM considéré.

2.2.1. Délai pour le raccordement des immeubles et des lotissements neufs (p. 14)

SFR est favorable au délai / préavis minimal de 3 mois pour que le propriétaire ou constructeur de l'immeuble neuf transmette toutes les informations nécessaires à l'opérateur d'immeuble⁴.

Mais en pratique, il est à craindre que cette disposition ne soit pas respectée par les intéressés en l'absence d'un dispositif centralisé et efficace de prévenance des opérateurs d'immeuble en mode « push ».

Quoi qu'il en soit, il sera de la responsabilité de chaque constructeur et promoteur d'anticiper et de garantir le plus tôt possible l'information de l'OI en charge de l'aménagement de la BLOM, ainsi que la normalisation d'une adresse exploitable pour rendre éligible(s) le(s) immeuble(s) neuf(s). Par ailleurs, **le délai maximal de raccordement doit être porté à 6 mois (au lieu du délai de 3 mois envisagé)** à compter de la mise à disposition effective des infrastructures d'accueil nécessaires en domaine privé (parties communes) ainsi que le génie civil d'adduction (neuf) au domaine public, au droit de la parcelle concernée.

⁴ qui aura donc été choisi par la signature d'une convention

2.2.2. Délai pour le raccordement des immeubles et des lotissements additionnels ou écartés (p. 15)

SFR est favorable au délai de 6 mois pour raccorder un immeuble dit « écarté ».

En revanche, le point de départ (ou T0) de ce délai ne peut correspondre à un simple signalement, hormis dans le cas d'un logement ou local individuel.

Il convient en effet, pour les immeubles composés de plusieurs logements, que le propriétaire concerné signe une convention avec l'OI en charge de la BLOM de manière à formaliser expressément son accord.

Ce point est important car il peut s'agir d'un propriétaire qui aura précédemment négligé de signer une convention proposée par l'OI, ou refusé d'y souscrire dans un premier temps.

2.3. Processus de signalement et de correction des données manquantes et commande sans adresse (p. 15)

2.3.1. Processus de signalement et de correction des données manquantes ou erronées relatives aux informations à la maille de l'immeuble (p. 16)

Comme déjà indiqué lors de la première consultation publique, SFR propose un processus pour les signalements unitaires : accusé de réception sous quarante-huit heures puis correction dans les dix jours ouvrés pour les cas simples, et vingt jours ouvrés pour les cas unitaires complexes. Quant aux signalements de masse, il conviendra contractuellement de fixer des quotas et les délais appropriés, en fonction de l'importance des données et du nombre d'immeubles concernés.

En toute hypothèse un délai d'une semaine est insuffisant, même pour une demande unitaire, et l'ARCEP ne doit pas sous-estimer le travail de vérification et de qualification que requiert ce type de signalement.

En outre, la mise en place de tels processus nécessite en pratique un format Interop'fibre. Il est donc **raisonnable de mettre en place les processus dans un délai minimum de six mois après la validation de la normalisation du format par Interop'fibre** (et non en fonction de la publication de la décision de l'ARCEP).

2.3.2. Commande sans adresse (p. 17)

Les délais proposés par l'ARCEP sont irréalistes et insuffisants.

La problématique de l'adresse ne doit pas être sous-estimée par l'ARCEP ainsi que le travail de vérification et de qualification nécessaire, et qui se fait au cas par cas.

SFR considère qu'un délai de neuf (9) mois est nécessaire (au lieu du délai de trois mois proposé par l'ARCEP) et ce, que le délai de complétude ait expiré ou non, car ces situations peuvent être encore plus complexes à traiter que celles des immeubles neufs, notamment lorsque des travaux sont requis.

3. Garanties de non-discrimination opérationnelle et technique (p. 18)

3.1. Renforcement des garanties de non-discrimination concernant les SI et les processus opérationnels et techniques des opérateurs d'infrastructure (p. 18)

L'article 8 du projet de décision de régulation symétrique prévoit que l'opérateur d'immeuble utilise, en matière de SI et de processus opérationnels et technique, pour l'ensemble des opérateurs, y compris son éventuelle branche aval, des outils communs pour offrir l'accès aux lignes (sauf caractère disproportionné d'un outil commun, justifiant la mise en œuvre de solutions permettant de garantir l'équivalence de traitement entre l'ensemble des opérateurs, dûment justifiés auprès de l'ARCEP).

L'article 20 dudit projet prévoit que les dispositions de l'article 8 sont applicables six mois après la date de publication de la décision.

L'ARCEP estime « *justifié et proportionné que, par défaut, un opérateur d'infrastructure utilise les mêmes outils et processus informatiques, dans les mêmes conditions et renvoyant les mêmes informations pour tous les opérateurs, y compris son éventuelle branche de détail* ».

SFR souhaite rappeler que dans le cadre symétrique actuellement en vigueur, tous les opérateurs d'immeuble doivent respecter le principe de non-discrimination sous la forme d'un principe d'équivalence des extrants. En effet, l'article 5 de décision n°2015-0776 de l'ARCEP du 2 juillet 2015 qui porte sur la mise en œuvre de l'obligation de non-discrimination dispose que : « *L'opérateur d'immeuble s'assure que les informations visées par les articles 11 à 17 et l'article 20 sont mises à disposition dans le même temps, avec le même niveau de détail et les mêmes possibilités d'exploitation (format des données, automatisation) à l'ensemble des opérateurs commerciaux signataires de la convention d'accès, y compris, le cas échéant, à ses propres services, filiales ou partenaires exerçant une activité d'opérateur commercial. L'opérateur d'immeuble veille à ce que les processus opérationnels et techniques relatifs à la prestation de commande d'accès à une ligne soient comparables, [en termes notamment de performance et de fonctionnalités], à ceux qu'il utilise pour les besoins de ses propres services, filiales ou partenaires exerçant une activité d'opérateur commercial, le cas échéant.* »

L'ARCEP ne peut donc pas considérer brutalement et arbitrairement que le recours à des outils communs à l'autofourniture et à la vente externe consiste à préciser l'obligation de non-discrimination puisque cette disposition revient à modifier de façon substantielle l'obligation existante, issue de la décision n° 2015-0776 de l'ARCEP du 2 juillet 2015.

Par ailleurs, l'ARCEP affirme qu'une telle obligation d'utilisation d'outils communs serait justifiée et proportionnée, alors même qu'aucune analyse préalable n'a été menée.

Le caractère raisonnable et proportionné de cette obligation ne peut être présumé et il convient de disposer au préalable d'une analyse qui la justifie réellement, sur le fondement d'éléments tangibles et, notamment, au regard d'un bilan entre, d'une part, les coûts inhérents aux adaptations des outils actuels et, d'autre part, les avantages et bénéfices concrets qu'elle apporterait par rapport au dispositif existant, en tenant compte des coûts et contraintes opérationnelles et SI des opérateurs d'immeuble. En l'absence d'une véritable étude d'impact, cette obligation ne peut être considérée comme proportionnée, et va à l'encontre de la recommandation n° 2013/466/UE de la Commission européenne en date du 11 septembre 2013, mais aussi des articles L. 34-8-3 et L. 36-6 qui imposent à l'ARCEP de préciser les modalités d'accès « *de manière objective, transparente, non discriminatoire et proportionnée* ».

En outre, le délai de mise en œuvre de six mois après publication de la décision est totalement déraisonnable et utopique ; il n'est pas non plus étayé par une analyse démontrant son caractère justifié et proportionné.

SFR conteste donc fermement l'obligation découlant de l'article 8 de son projet de décision et précise que la durée des travaux inhérents à la mise en œuvre éventuelle d'un tel concept est totalement incalculable à ce stade et **ne saurait, en toute hypothèse, être imposée avec des délais aussi courts.**

Enfin **SFR rappelle que, lors de la précédente consultation publique, une proposition extrêmement simple et pragmatique avait été avancée** par ses soins.

SFR considère en effet que la mesure la plus efficace et appropriée consiste à laisser, à droit constant, chaque opérateur intégré faire le choix de son architecture SI, celle-ci ayant nécessité des années et de gros investissements pour être réalisée.

Pour autant l'ARCEP pourrait engager un processus ponctuel de contrôle des informations produites par les OI, visant à vérifier l'absence de discrimination entre la chaîne des flux normée par le groupe Interop'fibre et celle de l'autofourniture, et ce au moyen d'un mode opératoire simple et uniforme.

A cet effet, SFR suggère à l'ARCEP de mettre en œuvre un test sur une sélection aléatoire de PM mis à disposition par l'OI, en vérifiant la date de première mise à disposition de ligne FttH (CR MAD de ligne) à un OC.

Cette date ne figure pas dans le fichier IPE mais un contrôle, par échantillonnage, permettrait de confronter celle-ci à la date de mise à disposition du PM concerné (CR MAD PM) et ainsi vérifier le respect du délai de prévenance réglementaire (J3M) et, par voie de conséquence, la conformité des systèmes d'instruction de commandes mis en place par l'OI, et singulièrement par l'opérateur historique.

Une telle vérification serait facile à effectuer et de nature à corroborer l'absence de traitement préférentiel de la branche de détail d'un OI vis-à-vis des OC concurrents, sans besoin de transformer ou abandonner les systèmes et outils en place.

Il est donc regrettable que l'ARCEP écarte une proposition aussi pragmatique au profit d'un projet complexe, disproportionné et impactant.

4. Adaptation des modalités d'accès aux lignes FttH pour des usages non-résidentiels (p. 22)

A titre liminaire, SFR souhaite formuler des observations relatives à l'obligation de faire droit aux demandes d'accès à des offres avec qualité de service renforcée de deux niveaux sur les réseaux FttH.

L'article L. 34-8-3 du CPCE limite strictement le champ d'intervention de l'ARCEP. Cette disposition vise à imposer aux opérateurs d'immeuble de faire droit aux demandes raisonnables d'accès à leurs réseaux FttH mais ne permet pas pour autant à l'ARCEP de leur imposer la mise en place de nouvelles offres d'accès ***en définissant les niveaux de qualité qu'ils doivent proposer***, qui plus est sans démontrer au préalable la nécessité et la proportionnalité de telles obligations, ce qui n'est pas conforme aux dispositions dudit article, lesquelles disposent que l'ARCEP doit préciser les modalités d'accès « *de manière objective, transparente, non discriminatoire et proportionnée* ».

Cette démonstration préalable fait manifestement défaut dans la mesure où :

- **Des offres d'accès passif avec un premier niveau de qualité de service renforcée** (avec GTR 10H) **sont d'ores et déjà disponibles sur le marché** (SFR publiera très prochainement une évolution de son ODR FTTH incluant une option GTR 10H) ;
- Des offres d'accès passif avec un second niveau de qualité de service renforcée (avec GTR 4H) **émergent dans certaines zones du territoire** ;
- Les protocoles d'échange d'informations associés aux offres ou options de GTR 4H (il est coutume de parler alors de lignes FTTE) **sont en cours de normalisation** dans le cadre des travaux Interop'fibre.

Il apparaît **donc prématuré de considérer qu'il serait d'ores et déjà prouvé qu'il existe une défaillance de marché en ce qui concerne la disponibilité d'offres d'accès passif avec un premier niveau de qualité de service renforcée et a fortiori en ce qui concerne la disponibilité d'offres d'accès passif avec un second niveau de qualité de service renforcée.**

A l'instar de l'analyse qu'elle avait menée en 2005 sur les marchés de gros et de détail d'accès et de départ d'appel mobile, l'ARCEP devrait « laisser faire le marché » au vu des évolutions en cours et à venir en matière d'offres d'accès de qualité de service renforcée⁵.

Des obligations en la matière portant sur la définition des offres d'accès des opérateurs d'immeuble poseraient également une question de constitutionnalité au regard du principe de liberté du commerce et de l'industrie.

La définition des niveaux de qualité de service jugés pertinents apparaît d'autant moins opportune qu'elle interviendrait dans une période de déploiement massif des PM et des raccordements FttH qui nécessitent de nombreuses interventions opérationnelles, période « transitoire » qui n'est pas favorable à une normalisation des indicateurs de performance.

Les délais de mise en œuvre prévus par l'ARCEP ne sont pas non plus étayés par une analyse démontrant leur caractère justifié et proportionné.

Dans son projet de décision, l'ARCEP prévoit une obligation de non-discrimination et de reproductibilité qui consiste à imposer aux opérateurs d'immeuble une obligation d'équivalence des intrants, s'agissant de l'offre d'accès passif avec un second niveau de qualité renforcée : il s'agit dans ce cas d'une obligation qui vise à leur imposer que les prestations et les processus opérationnels et techniques soient fournis dans les mêmes conditions (et pas seulement avec les mêmes outils) à tous les opérateurs, y compris à leur éventuelle branche de détail.

⁵ En 2005, dans le cadre de son analyse du marché de gros et de détail de l'accès et du départ d'appel mobile (marché 15), l'ARCEP avait retiré son projet de décision notifié à la Commission européenne, du fait d'accords MVNO, « *en cours de mise en œuvre et susceptibles d'évolution* ». L'ARCEP avait ainsi considéré qu'il était « *délicat, à ce stade, de juger avec certitude de la situation concurrentielle [de ces marchés], particulièrement dans leur dimension prospective. Dans ce contexte, il paraît prématuré de conclure sur la nécessité d'instaurer ou non une régulation ex ante sur ce marché.* »

Comme rappelé ci-dessus, dans le cadre symétrique actuellement en vigueur, tous les opérateurs d'immeuble doivent respecter le principe de non-discrimination sous la forme d'un principe d'équivalence des extrants, selon les termes de l'article 5 de décision n° 2015-0776 de l'ARCEP.

L'ARCEP ne peut donc pas considérer qu'une telle obligation d'équivalence des intrants consiste à préciser l'obligation de non-discrimination puisque cette disposition reviendrait à remplacer l'obligation existante, issue de la décision n° 2015-0776 de l'ARCEP, par une obligation différente et beaucoup plus contraignante.

Par ailleurs, l'ARCEP affirme qu'une telle obligation de mise en œuvre du principe d'équivalence des intrants serait justifiée et proportionnée, alors même qu'aucune analyse d'impact n'a été menée. Le caractère raisonnable de cette obligation ne peut être présumé et il convient de disposer au préalable d'une analyse approfondie qui la justifie au regard des bénéfices concrets qu'elle apporterait par rapport au dispositif existant, en tenant compte des coûts et contraintes opérationnelles des opérateurs d'immeuble. En l'absence d'une étude d'impact, cette obligation ne peut être considérée comme proportionnée, ce qui va à l'encontre des articles L.34-8-3 et L.36-6 qui imposent à l'ARCEP de préciser les modalités d'accès « *de manière objective, transparente, non discriminatoire et proportionnée* ».

Les délais de mise en œuvre de cette obligation d'équivalence des intrants (délais identiques à ceux prévus pour la commercialisation de l'offre d'accès passif avec un second niveau de qualité renforcée) sont totalement déraisonnables, infondés et dépourvus d'une analyse préalable démontrant leur caractère justifié et proportionné.

Il apparaît au contraire justifié et proportionné de disposer d'un retour d'expérience sur les offres d'accès passif avec un premier niveau de qualité renforcée, de l'ordre de 24 mois minimum, afin de juger de la nécessité et de la pertinence de nouvelles obligations en matière d'accès passif avec un second niveau de qualité renforcée.

4.1. Obligation de proposer une offre avec un premier niveau de qualité de service renforcée sur infrastructure FttH (p. 24)

4.1.1. Le premier niveau de qualité de service renforcée (p. 24)

SFR ne s'oppose pas au principe d'une GTR 10H mais incite cependant l'ARCEP à traiter ce sujet au travers d'une simple recommandation. En effet, les opérateurs d'immeuble sont déjà en train de développer de telles offres et leur commercialisation sur le marché de gros est imminente.

L'ARCEP devrait ainsi laisser le marché se développer et se structurer librement.

4.1.2. Processus de SAV (p. 24)

SFR conteste la pertinence et le bien-fondé des mesures projetées par l'ARCEP.

Par ailleurs, SFR souligne l'importance du diagnostic de pré-localisation d'une panne à la charge de l'opérateur commercial.

4.1.3. Pénalités (p. 25)

Cette thématique relève exclusivement des contrats d'accès.

Il n'est pas pertinent à ce stade d'associer les prestations sur lesquelles portent les engagements, et les pénalités dues en cas de non-respect des dits engagements, à l'ensemble des éléments mentionnés par l'ARCEP en Annexe 1 du projet de décision.

4.1.4. Délai de mise en œuvre (p. 26)

Comme indiqué plus haut, SFR conteste l'obligation de mise en œuvre d'offres de qualité de service renforcée et, par conséquent, s'oppose également au délai que souhaite imposer l'ARCEP.

4.2. Obligation de proposer une offre avec un second niveau de qualité de service renforcée sur la BLOM (p. 26)

4.2.1. Le second niveau de qualité de service renforcée (p. 26)

SFR demande que l'ARCEP laisse aux opérateurs d'immeuble avoir un premier retour d'expérience sur la GTR 10H d'au moins 24 mois, notamment en termes de développement des processus, afin qu'ils puissent en tirer les leçons sur les plans techniques et opérationnels et lancer ensuite la GTR 4H.

En outre, cette obligation arriverait dans un moment délicat où tous les opérateurs d'immeuble déploient massivement la fibre et où il y a donc beaucoup d'interventions sur les infrastructures, y compris pour corriger les malfaçons et les actes de vandalisme que subissent de nombreux éléments du réseau FTTH en exploitation.

De surcroît, l'ingénierie détaillée de la BLOM « adaptée » est en cours d'étude et nécessitera un pilote afin de vérifier certaines modalités techniques et opérationnelles, préalablement à l'établissement d'une offre FTTE (avec GTR 4H).

Dans ce contexte, il est prématuré et non pertinent que l'ARCEP intervienne pour imposer ex ante des niveaux de GTR.

4.2.4. Pénalités (p. 28)

Cette thématique relève exclusivement des contrats d'accès.

4.2.5. Garanties de non-discrimination concernant les SI et les processus opérationnels (p. 29)

Comme ceci a été indiqué ci-dessus, SFR estime qu'imposer une obligation d'équivalence des intrants (ou Eol) sur les prestations de gros d'accès passif est injustifié et totalement disproportionné.

En outre, l'ARCEP prétend qu'une telle obligation serait judicieuse au prétexte que les offres d'accès passif de second niveau de qualité de service renforcée sur BLOM (FTTE) sont récentes ou « *bientôt développées* ».

En réalité il s'agit toujours de BLOM, quel que soit l'adaptation technique et le niveau des services qui seront associés aux offres FTTE, ce qui signifie :

- que les principes de transparence et de non-discrimination trouveront à s'appliquer (cf article L 34-8-3 du CPCE) sans qu'il soit utile d'établir une quatrième décision symétrique ;
- que les opérateurs sont amenés à définir et normaliser un protocole d'accès conjoints FTTH/FTTE (cf les travaux en cours au sein du groupe Interop'fibre) ;

- et que plusieurs informations normées⁶ et échangées de façon industrielle entre les OI et les OC pour les réseaux FTTH vont prochainement inclure les données associées au FTTE.

Par conséquent, loin de se limiter aux offres avec GTR 4H, cette obligation d'Eol impactera l'ensemble des processus opérationnels et informatiques que les opérateurs ont mis plus d'une décennie à concevoir, développer et optimiser de façon concertée pour mutualiser les lignes FTTH.

Ceci démontre une fois de plus le caractère inadapté, excessif et injustifié des mesures projetées par l'ARCEP et qui, paradoxalement, ne figuraient pas dans la première version de sa consultation publique en février 2020.

4.2.6. Délai de mise en œuvre (p. 29)

SFR conteste l'obligation précitée et, par conséquent, s'oppose également au délai totalement déraisonnable que souhaite imposer l'ARCEP.

SFR précise également que la durée des travaux inhérents à la mise en œuvre éventuelle d'un tel concept est totalement incalculable à ce stade.

5. Qualité de service sur les réseaux FttH (p. 30)

A titre liminaire, SFR souhaite formuler quelques observations relatives à l'obligation d'assurer une qualité de service minimale pour les besoins généralistes et Entreprises sur les réseaux FttH.

Selon l'ARCEP, cette obligation viserait à préciser « *l'obligation d'assurer une qualité de service minimale pour les besoins généralistes et entreprises sur les réseaux FttH* ».

Pourtant, les articles L.36-6 et L.34-8-3 du CPCE, qui ont trait à la régulation symétrique, ne donnent pas compétence à l'ARCEP pour imposer des obligations minimales de qualité de service sur les réseaux FttH.

Comme précisé ci-dessus, l'introduction de telles obligations en matière de qualité de service serait inopportune, compte tenu des activités de déploiements et raccordements FttH, et en tout état de cause prématurée.

Contrairement à ce que l'ARCEP indique, un délai de trois mois laissé aux opérateurs pour répondre à l'obligation de mesurer mensuellement, de publier et de transmettre à l'ARCEP les valeurs des indicateurs de qualité de service précisés en annexe 3, ne peut pas être considéré comme « *suffisant pour organiser la mesure des indicateurs de qualité de service* », en particulier s'agissant des indicateurs et seuils complémentaires spécifiques pour les offres d'accès avec qualité de service renforcée.

L'ARCEP, au regard notamment des réponses des opérateurs à la première consultation publique, prévoit désormais un délai de deux ans à compter de la publication de la décision avant l'entrée en vigueur des seuils de qualité de service à atteindre.

⁶ Il est ici question du fichier d'Information Préalable Enrichie (IPE)

Pour autant, le caractère raisonnable de cette obligation ne peut s'apprécier qu'en analysant la pertinence et la légitimité des différents indicateurs et seuils de qualité de service envisagés par l'ARCEP. A cet égard, en dépit du délai de deux ans prévu pour sa mise en œuvre, cette obligation telle qu'elle est prévue n'est pas justifiée et proportionnée et en tout état de cause prématurée.

L'ARCEP en a d'ailleurs bien conscience puisqu'elle souligne elle-même la nécessité d'une analyse de la pertinence des niveaux de seuils présentés, qui pourrait la conduire « *à modifier ces dispositions, sur la base d'une décision ultérieure* ».

5.1. Engagements contractuels vis-à-vis des opérateurs clients et mécanisme de pénalités associés (p. 31)

SFR demande à ce que l'ARCEP reconsidère sa grille d'indicateurs et ne se concentre que sur les éléments réellement indispensables et non sur une panoplie d'indicateurs.

D'autre part, les modalités de calcul des indicateurs doivent être clarifiées (y compris les cas d'exclusions) de façon à garantir une application uniforme et harmonisée par les opérateurs.

5.2. Obligation de respect de seuils chiffrés (p. 32)

Concernant ce chapitre, SFR considère que les dispositions et obligations projetées par l'ARCEP sont prématurées et inappropriées.

5.2.1. Indicateurs et seuils communs à l'ensemble des offres d'accès (p. 33)

Comme indiqué ci-dessus, il est aujourd'hui prématuré de fixer dès aujourd'hui la liste d'indicateurs et les niveaux de seuils envisagés par l'ARCEP, notamment en raison des nombreuses incertitudes sur les besoins futurs des clients. SFR considère qu'à ce stade, l'ARCEP devrait réduire au maximum la liste d'indicateurs pour lesquels elle assurera un suivi pendant la période d'observation de deux ans. Seul un suivi des indicateurs les plus importants et correctement définis permettra de déterminer les niveaux de seuils pertinents.

5.2.2. Indicateurs et seuils complémentaires spécifiques pour les offres d'accès avec qualité de service renforcée (p. 34)

De la même façon, il est aujourd'hui prématuré de fixer dès aujourd'hui la liste d'indicateurs spécifiques aux accès de qualité de service renforcée et les niveaux de seuils tels qu'envisagés par l'ARCEP, notamment en raison des nombreuses incertitudes sur les besoins futurs des clients, des choix d'architecture qui seront retenus par les différents opérateurs d'infrastructures et des éventuelles responsabilités partagées avec l'opérateur tiers et le client final.

« ... »

5.2.3. Transmission à l'Autorité (p. 35)

Le délai de trois mois est nettement insuffisant.

5.3. Publication d'indicateurs de qualité de service (p. 35)

Si des indicateurs pertinents peuvent être, le moment venu, transmis par un OI à l'ARCEP, **SFR est par principe opposée à ce qu'ils soient rendus publics.**

En revanche une synthèse semestrielle (anonymisée) pourrait être consolidée et partagée par l'ARCEP en réunion multilatérale, comme c'est parfois le cas concernant les KPi d'accès FTTH établis suite à la décision de 2015.

6. Précision des obligations comptables (p. 36)

A titre liminaire, SFR souhaite formuler quelques observations relatives aux obligations comptables.

Les obligations comptables envisagées par l'ARCEP sont disproportionnées par rapport à son objectif de contrôle des obligations tarifaires de l'accès aux réseaux FttH.

En effet, **le niveau de segmentation et la granularité envisagés par l'ARCEP ne paraissent pas indispensables pour s'assurer que les conditions tarifaires de l'accès aux infrastructures FttH sont raisonnables et respectent les principes de non-discrimination, d'objectivité, de pertinence et d'efficacité**, conformément à l'article 3 de la décision n° 2009-1106 de l'ARCEP et à l'article 9 de la décision n° 2010-1312 de l'ARCEP.

Par ailleurs, des obligations de restitutions comptables aussi complexes et détaillées que celles envisagées par l'ARCEP seraient **disproportionnées** dans un cadre de régulation symétrique encadrant les déploiements des réseaux FttH.

De telles obligations aussi lourdes ne peuvent se justifier que pour un opérateur puissant dans un cadre de régulation asymétrique, au terme d'une analyse de marchés. Calculer un chiffre d'affaires interne relève de surcroît de la séparation comptable et non d'un suivi des coûts. Une telle séparation ne peut normalement s'appliquer que pour un opérateur puissant.

En tout état de cause, les modalités prévues (périmètre, segmentation et granularité) de **ces obligations de restitutions comptables ne sont pas applicables d'un point de vue opérationnel, ce que SFR mais aussi d'autres opérateurs, ont déjà signalés à l'ARCEP**, notamment à l'occasion de la première consultation publique sur le projet de décision symétrique.

Le système de comptabilité analytique de SFR ne permet pas de satisfaire aux spécifications de comptabilité réglementaire envisagées dans le projet de décision symétrique. En effet, cette comptabilité analytique ne permet pas :

- d'isoler le NRO dans la partie NRO-PM ;
- de faire la distinction entre les actifs d'architecture standard et les actifs spécifiques ;
- de faire la distinction entre souterrain et poteaux pour le génie civil.

Concernant les OPEX, SFR ne peut distinguer les OPEX encourus entre ZTD et ZMD, ni entre amont PM et aval PM. SFR ne peut non plus isoler d'OPEX qui seraient spécifiques à la livraison ou au SAV. *A fortiori*, SFR ne peut pas faire la décomposition des OPEX par offre demandée par l'ARCEP.

Les droits de suites sont uniquement un mécanisme de reversements entre opérateurs commerciaux. Il n'est pas proportionné de les inclure dans la restitution comptable visant à suivre les coûts d'un opérateur d'infrastructure.

Pour l'ensemble de ces raisons, SFR estime qu'il serait raisonnable et proportionné que les obligations comptables des opérateurs d'immuable consistent à restituer à l'ARCEP les éléments selon la granularité disponible dans leur comptabilité analytique existante.

Réponse de Altice France / SFR

Projet de recommandation de l'ARCEP sur les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique

Consultation publique de l'ARCEP du 7 juillet au 14 septembre 2020

Remarque préliminaire : les observations de SFR sont présentées en suivant le déroulé et en indiquant le paragraphe et la page concernés du projet de décision de l'ARCEP et non en fonction du degré d'importance de ces observations.

Par commodité, Altice France / SFR sera dénommé « SFR » dans la suite du document.

2. Disponibilité de la fibre dans les poches de basse densité des ZTD

2.2. Raccordement des immeubles et lotissements neufs, additionnels ou écartés dans les poches de basse densité des ZTD

2.2.1. Délai pour le raccordement des immeubles et des lotissements neufs (p. 6)

Hormis dans le cas d'un logement individuel, une simple signalisation ne saurait suffire.

Il faut que l'accord du propriétaire / constructeur ou promoteur soit formalisé par la signature d'une convention avec l'OI.

2.2.2. Délai pour le raccordement des immeubles et des lotissements additionnels ou écartés (p. 7)

SFR souligne que l'accord du propriétaire doit nécessairement être formalisé par la signature d'une convention avec l'OI.

En outre, SFR renvoie à ses commentaires déjà exposés pour la même thématique concernant le projet de décision symétrique.

3. Garanties d'un accès effectif dans des conditions de non-discrimination opérationnelle et technique (p. 7)

3.1. Adduction par les opérateurs commerciaux des PMI au sein des ZTD (p. 8)

SFR est défavorable à la généralisation des solutions mises en place par Orange à l'ensemble des OI.

Avant de généraliser les solutions définies en GT PMI, l'ARCEP devrait prioritairement contraindre Orange à mettre en œuvre de façon efficace et massive lesdites solutions.

SFR a déjà plusieurs fois alerté l'ARCEP de l'inertie dont a fait preuve l'opérateur historique malgré un plan d'action initié voici plus de deux ans.

3.2. Des délais de livraison des différentes composantes de l'accès en ZMD compatibles avec une commercialisation des lignes dans des conditions non-discriminatoires (p. 9)

Sur les délais de livraisons de l'accès en ZMD, SFR demande à ce que le mécanisme mis en place par Orange soit complété par l'envoi systématique par Orange d'un flux CR MAD PM « KO » dès lors que le lien PRDM commandé en amont n'est pas livré à l'opérateur commercial de façon simultanée avec le PM ou dès lors que ce lien est livré à temps mais avec une malfaçon constatée par l'OC au plus tard le jour la mise à disposition effective du PM.

D'autre part, les dispositions prévues par l'ARCEP visant à généraliser des mécanismes automatiques (iso Orange) par tous les OI ne s'avèrent ni pertinentes ni justifiées.

Enfin, un délai de six (6) mois suivant la publication de la recommandation est nettement insuffisant, d'autant qu'aucune étude d'impact ou de faisabilité SI n'a été réalisée chez les opérateurs alternatifs.

4. Adaptation des modalités d'accès aux lignes FttH pour des usages non-résidentiels

4.1. Précisions sur les offres d'accès avec qualité de service renforcée fournies sur un réseau FttH avec adaptation d'architecture

4.1.3. Migration inter-opérateurs (p. 15)

L'ARCEP recommande soudainement, pour les offres FTTE / GTR 4H, que le premier raccordement final d'un client entreprise soit réalisé en multifibre.

Cette nouvelle approche soulève des questions techniques et mérite réflexion, tout particulièrement en dehors des ZTD (la ZMD étant, comme chacun sait, essentiellement déployée en BLOM mono fibre).

SFR réserve donc sa position sur ce point, qui nécessite d'être étudié de façon plus approfondie avec les ingénieries.

4.1.4. Développement d'interfaces conjointes pour les produits sur les réseaux FttH (p. 16)

Conformément à ce qui a été annoncé en réunion multilatérale fibre entreprise, SFR contribue aux travaux du groupe Interop'fibre de manière à ce que les prochaines versions du protocole d'accès normé soient compatibles (ou conjointes) à la gestion des lignes FTTH et FTTE.

En revanche, comme déjà indiqué ci-dessus, SFR conteste toute nouvelle disposition visant à imposer ou recommander à tous les OI intégrés des outils « communs » voire des interfaces « communes ».

4.2. Possibilité de commander plusieurs accès dans un même local (p. 17)

SFR est opposée la généralisation du multi-accès dans n'importe quel immeuble FttH.

Même en l'absence de verrou SI ou contractuel, la surcapacité optique n'est pas illimitée et le réseau de distribution FTTH n'est pas globalement dimensionné à 200%.

D'autre part, depuis 2018 la réglementation incite également à l'utilisation de fibres disponibles pour raccorder des antennes relais, ce qui réduira encore les possibilités.

Enfin, SFR redoute qu'une telle recommandation induise une saturation des PBO pour des locaux voisins non encore raccordés.



4.3. Offre de raccordement distant en location (p. 17)

Sur l'offre de raccordement distant en location et l'utilisation des offres avec GTR pour le raccordement des stations de base mobiles, SFR demande à ce que les modalités d'accès aux lignes FttH soient élargies pour les branchements d'antennes mobiles (BRAM, utilisation des fibres surnuméraires) à l'ensemble des opérateurs commerciaux, y compris en mode location. En effet, l'exclusion *a priori* des opérateurs non cofinanceurs apparaît arbitraire et injustifiée.

4.4. Utilisation des offres à qualité de service renforcée pour le raccordement de stations de base mobile (p. 18)

SFR renvoie sur ce point à ses observations présentées ci-dessus au paragraphe 4.3.